

Art. 10. Dans l'hypothèse où la chambre de recours décide de faire application de la procédure prévue à l'article 52, elle peut donner mandat au président pour instruire une enquête complémentaire ou entendre des témoins.

Art. 11. Lors du vote, chaque membre est tenu de prendre position sur la question qui est posée par le président. Les votes blancs et les abstentions ne sont pas considérés comme des suffrages.

L'avis est rédigé et signé par le président. Il mentionne le résultat des délibérations et les motifs qui le justifient.

Art. 12. Le procès-verbal de la séance de la chambre de recours est dressé par le secrétaire et contresigné par le président. Il relate les présences, le déroulement de la procédure, les incidents éventuels et toute mention que le président estime utile.

Il est transmis, en même temps que l'avis motivé, aux membres de la chambre de recours présents lors de la séance.

Art. 13. Les minutes et archives de la chambre de recours sont conservées au secrétariat où les membres peuvent, sur rendez-vous, prendre connaissance des avis déjà rendus.

Art. 14. Le président, le secrétaire et les membres de la chambre de recours sont tenus à une obligation de confidentialité et à un devoir de discrétion concernant les affaires soumises à la chambre de recours.

Art. 15. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 10 octobre 2007.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Chambre de recours pour les maîtres de religion et professeurs de religion des établissements d'enseignement officiel subventionné,

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

Le Ministre de la Fonction publique,

M. DAERDEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 313

[C - 2008/29037]

7 DECEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van beroep voor de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de gesubsidieerde leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst van het gesubsidieerd officieel onderwijs, inzonderheid op artikel 49;

Op de voordracht van de Minister-Présidente, belast met de statuten van het personeel van het Leerplichtonderwijs en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 2007,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde huishoudelijk reglement van de Raad van Beroep voor de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister-Présidente, bevoegd voor de statuten van het gesubsidieerd officieel onderwijs, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 oktober 2007.

Brussel, 7 december 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Ambtenarenzaken,

M. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 314

[2008/200299]

10 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la prime à la vache allaitante

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1276/2007 de la Commission du 29 octobre 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu l'article 3, § 1^{er}, 2°, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par la loi du 28 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2007 relatif à la prime à la vache allaitante;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale survenue le 7 janvier 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis 43.762/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les modalités d'octroi aux agriculteurs de droits à la prime à la vache allaitante s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2008;

Considérant que les agriculteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux agriculteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Outre les définitions existantes du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "agriculteur" : la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques et/ou morales dont l'exploitation se trouve en Belgique et qui y exerce une activité agricole;

2° "exploitation" : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

3° "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette administration dispose d'une administration centrale sise chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur et de Directions des Services extérieurs;

4° "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme.

Art. 2. En application de l'article 125, § 2, point b), du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité, la prime à la vache allaitante est octroyée aux agriculteurs, qu'ils livrent ou non du lait ou des produits laitiers et qu'ils disposent ou non d'une quantité de référence individuelle de lait de plus de 120 000 kilogrammes.

En application de l'article 125, § 5, du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité, une prime complémentaire de 50 euros par vache allaitante éligible peut être octroyée aux agriculteurs.

Art. 3. En application de l'article 128, § 3, du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité, les droits à la prime à la vache allaitante en provenance de la réserve ne sont pas redistribués à partir de 2008.

En application de l'article 108, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité, le pourcentage minimal d'utilisation des droits à la prime à la vache allaitante est fixé à 90 %. Seuls les droits à la prime correspondant aux bovins femelles retenus pour la prime sont à considérer comme des droits à la prime utilisés, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Art. 4. En cas de transfert total d'une exploitation à un autre agriculteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, et en cas de mise en commun d'exploitation par deux ou plusieurs agriculteurs, l'agriculteur qui n'a pas déjà demandé, conformément à l'article 5, la prime à la vache allaitante pour l'année en cours, peut transférer, à un autre agriculteur, tous ses droits à la prime sans retenue pour la réserve.

Dans des situations autres que celles visées au premier alinéa, l'agriculteur peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime à la vache allaitante à d'autres agriculteurs de la Région wallonne.

En cas de transfert visé au deuxième alinéa, 1 % des droits transférés est retenu pour la réserve conformément à l'article 127, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité. Cette ponction pour la réserve est exprimée en dixième de droit. La ponction minimum pour la réserve est de 0,1 droit. La règle d'arrondi des droits retenus à un chiffre après la virgule sera toujours effectuée vers le haut. Le Ministre définit les conditions et les modalités des transferts visés aux premier et deuxième alinéas.

Art. 5. Le Ministre arrête les modalités de demande et d'octroi de la prime à la vache allaitante.

Art. 6. Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives en application de l'alinéa 1^{er}, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 7. L'agriculteur ayant utilisé ou détenu des substances ou des produits non autorisés par la réglementation communautaire pertinente dans le secteur vétérinaire est sanctionné conformément à l'article 140, paragraphe 1^{er}, premier alinéa, du Règlement n° 1782/2003.

En cas de récidive de l'agriculteur dans les douze mois suivant la constatation de la première infraction, celui-ci est sanctionné d'une période supplémentaire de deux ans d'exclusion du bénéfice de la prime à la vache allaitante et du paiement de cette prime. En cas de seconde récidive dans le même délai, l'exclusion est portée à cinq ans.

Art. 8. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonner les dépenses relatives aux primes et paiements prévus par le présent arrêté.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2007 relatif à la prime à la vache allaitante est abrogé au 31 décembre 2007.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 janvier 2008

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 314

[2008/200299]

10. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Mutterkuhprämie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1276/2007 der Kommission vom 29. Oktober 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund von Artikel 3, § 1, 2^o des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und das Gesetz vom 28. März 2003 zur Änderung des Königlichen Erlasses vom 22. Februar 2001 zur Organisation der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlicher Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2007 bezüglich der Mutterkuhprämie;

Aufgrund der am 7. Januar 2008 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 19. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. November 2007 in Anwendung des Artikels 84, Absatz, § 1, Absatz 1, 2^o, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.762/4;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie an die Erzeuger rückwirkend ab dem 1. Januar 2008 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zusätzlich zu den in der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe bestehenden Definitionen gelten für die Anwendung des vorliegenden Erlasses folgende Definitionen:

1^o "Landwirt": die natürliche oder juristische Person oder die Gruppe von natürlichen und/oder juristischen Personen, deren Betrieb sich in Belgien befindet und die eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt;

2^o "Betrieb": alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

3^o "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Verwaltung verfügt über eine Zentralverwaltung an folgender Anschrift: chaussée de Louvain 14, in 5000 Namur sowie über Direktionen der Außendienststellen;

4^o "Minister": Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 125, § 2, Punkt b) der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 wird die Mutterkuhprämie den Erzeugern gewährt, ob sie Milch oder Milcherzeugnisse liefern oder nicht, und ob sie über eine einzelbetriebliche Referenzmenge für Milch über 120 000 Kg verfügen oder nicht.

In Anwendung von Artikel 125, § 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 kann den Landwirten eine zusätzliche Prämie in Höhe von 50 EUR pro beihilfefähige Mutterkuh gewährt werden.

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 128 § 3 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 werden die Ansprüche auf die Mutterkuhprämie aus der Reserve ab 2008 nicht mehr gewährt.

In Anwendung von Artikel 108, § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 wird der Mindestprozentsatz für die Nutzung der Ansprüche auf die Mutterkuhprämie auf 90% festgesetzt. Nur die Ansprüche für weibliche Rinder, die für die Prämie in Betracht kommen, sind als benutzte Ansprüche anzusehen, außer in außergewöhnlichen und gebührend begründeten Fällen.

Art. 4 - Im Falle einer vollständigen Übertragung des Betriebs auf einen anderen Landwirt durch Erbschaft, aufgrund einer Akte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte eines Gebäudes sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Landwirte, kann der Landwirt, der gemäß Artikel 5 die Mutterkuhprämie für das laufende Jahr nicht schon beantragt hat, seine gesamten Prämienansprüche auf einen anderen Landwirt übertragen, ohne dass eine Einbehaltung für die nationale Reserve getätigt wird.

In den anderen Fällen als den in dem ersten Absatz erwähnten Fällen kann der Landwirt seine Ansprüche auf die Mutterkuhprämie teilweise oder vollständig auf andere Landwirte in der Wallonischen Region übertragen.

Im Falle einer Übertragung im Sinne von Absatz 2 wird 1% der übertragenen Ansprüche für die Reserve einbehalten, in Übereinstimmung mit Artikel 127, §1 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003. Diese Einbehaltung für die Reserve wird in zehntel Ansprüchen angegeben. Diese Mindesteinbehaltung für die Reserve beträgt 0,1 Ansprüche. Bei der Bestimmung der berücksichtigten Ansprüche werden Dezimalzahlen stets nach oben aufgerundet. Der Minister bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Übertragungen im Sinne der ersten beiden Absätze.

Art. 5 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Beantragung und die Gewährung der Mutterkuhprämie.

Art. 6 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Ordnungstrafen betreffen.

Art. 7 - Der Landwirt, der Stoffe oder Produkte verwendet oder besessen hat, die durch die auf den Veterinärbereich anwendbare gemeinschaftliche Gesetzgebung nicht erlaubt sind, wird gemäß Artikel 140, § 1, Absatz 1 der Verordnung Nr. 1782/2003 bestraft.

Wird der Landwirt innerhalb von zwölf Monaten nach der Feststellung des ersten Verstoßes rückfällig, so wird er für einen weiteren Zeitraum von zwei Jahren von dem Genuss der Mutterkuhprämie und von der Zahlung dieser Prämie ausgeschlossen. Wird er während des genannten Zeitraums ein zweites Mal rückfällig, so wird dieser Ausschluss auf fünf Jahre ausgedehnt.

Art. 8 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Prämien und Zahlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2007 bezüglich der Mutterkuhprämie wird am 31. Dezember 2007 aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Art. 11 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Januar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 314

[2008/200299]

10 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de zoogkoeienpremie

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1276/2007 van de Commissie van 29 oktober 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op artikel 3, § 1, 2°, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij de wet van 28 maart 2003 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 oktober 2007 betreffende de zoogkoeienpremie;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 7 januari 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 43.762/4 van de Raad van State, gegeven op 14 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de modaliteiten voor de toekenning van rechten op de zoogkoeienpremie aan de landbouwers vanaf 1 januari 2008 van toepassing zijn;

Overwegende dat de landbouwers zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in boetes voorzien is in geval van niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan de landbouwers of bij vertraging in de tenuitvoerlegging van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Naast de bestaande begripsomschrijvingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, wordt verstaan onder :

1° "landbouwer" : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen wiens bedrijf zich in België bevindt en die er een landbouwactiviteit uitoefent;

2° "bedrijf" : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van België, op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

3° "bestuur" : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. Dat bestuur beschikt over een centrale administratie gelegen chaussée de Louvain 14, te 5000 Namur en over Directies Buitendiensten;

4° "Minister" : de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 122, § 2, punt *b*), van voornoemde Verordening (EG) nr. 1782/2003 wordt de zoekkoeienpremie aan de landbouwers toegekend, ongeacht of ze melk of zuivelproducten leveren en ze al dan niet beschikken over een individuele referentiehoeveelheid melk van meer dan 120 000 kilogram.

Overeenkomstig artikel 125, § 5, van voornoemde Verordening (EG) nr. 1782/2003 kan er per in aanmerking komende zoekkoe een bijkomende premie van 50 euro toegekend worden aan de landbouwers.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 128, § 3, van voornoemde Verordening (EG) nr. 1782/2003 zullen de rechten op de zoekkoeienpremie vanuit de reserve niet meer worden herverdeeld vanaf 2008.

Overeenkomstig artikel 108, § 4, van Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 wordt het minimumpercentage voor het gebruik van de rechten op de zoekkoeienpremie vastgesteld op 90 % . Enkel de rechten op de premie die overeenstemmen met vrouwelijke runderen die voor de premie in aanmerking komen, moeten worden beschouwd als gebruikte rechten op de premie, behalve in behoorlijk verantwoorde uitzonderlijke gevallen.

Art. 4. Bij totale overdracht van een bedrijf aan een andere landbouwer wegens erfopvolging, krachtens een akte tot overdracht of verklaring van eigendom of vruchtgebruik van een onroerend goed, evenals een akte houdende huurovereenkomst, onderverhuur of afstand van huurovereenkomst en bij het samenleggen van bedrijven door twee of meerdere landbouwers kan de landbouwer die de zoekkoeienpremie voor het lopende jaar nog niet heeft aangevraagd, overeenkomstig artikel 5, al zijn rechten op de premie overdragen aan een andere landbouwer zonder inhouding voor de reserve.

In toestanden andere dan die bedoeld in lid 1 kan de landbouwer zijn rechten op de zoekkoeienpremie geheel of gedeeltelijk overdragen aan andere landbouwers van het Waalse Gewest.

Bij overdracht bedoeld in het tweede lid wordt 1 % van de overgedragen rechten ingehouden voor de reserve overeenkomstig artikel 127, § 1, van voornoemde Verordening (EG) nr. 1782/2003. Die afhouding voor de reserve wordt in tienden van een recht uitgedrukt. De minimumafhouding voor de reserve bedraagt 0,1 van een recht. De regel voor de afronding van de ingehouden rechten naar een cijfer na de komma wordt altijd naar boven toegepast. De minister bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de overdrachten bedoeld in leden 1 en 2.

Art. 5. De Minister bepaalt de modaliteiten voor deaanvraag en de toekenning van de zoekkoeienpremie.

Art. 6. De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te vervullen en de beslissingen te nemen betreffende de administratieve boeten overeenkomstig lid 1.

Art. 7. De landbouwer die stoffen of producten heeft gebruikt of gehouden die niet toegelaten zijn bij de in de veeartsenijsector relevante Europese regelgeving wordt gestraft overeenkomstig artikel 140, § 1, lid 1, van Verordening nr. 1782/2003.

Bij herhaling binnen de twaalf maanden volgend op de vaststelling van de eerste overtreding wordt de landbouwer gestraft met een bijkomende periode van twee jaar uitsluiting van het recht op de premie op de zoekkoeienpremie en de betaling van die premie. Bij een tweede herhaling binnen dezelfde termijn wordt de uitsluiting op vijf jaar gebracht.

Art. 8. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar is gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de premies en de betalingen bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 4 oktober 2007 betreffende de zoekkoeienpremie wordt op 31 december 2007 opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN